

Cela coûte cent fois plus cher quand on fait cela par la main-d'œuvre que par la machinerie. Alors que la machinerie existe, le progrès, on met le progrès de côté et on retourne à la vieille marotte, on retourne à la vieille science, le vieux progrès, celui de tout faire à mains d'hommes.

Est-ce là le progrès? Est-ce là le beau budget que les journaux et les agents de publicité ont vanté partout? On a fait une publicité monstre pour un budget de dettes qui n'est conforme à aucune réalité au Canada.

Il y a plusieurs membres de cette Chambre qui n'y voient que de la prospérité et de la croissance, y compris le ministre des Finances. Je répondrai que plusieurs institutions, telle que la Bourse, plument la population. Les investisseurs réclament des intérêts et retirent trois fois le capital prêté en intérêt, et en plus le capital est encore dû. C'est là, honorables ministres, où vous devez vous ouvrir les yeux.

Le ministre des Finances prévoit une augmentation marquée de la production nationale qui atteindra les 54 milliards, mais il ne prévoit aucun moyen pour que l'augmentation de cette production se rende dans les maisons, sur les tables des Canadiens, sur les pieds nus, sur les dos qui attendent les vêtements, et pour les familles qui attendent de se loger convenablement et se servir du progrès et de la science mis à leur disposition.

Non, le ministre préfère restreindre les investissements et les crédits pour gonfler davantage les sangsues du système orthodoxe vieillot dépourvu du sens social ou du bien commun.

La plume du banquier n'augmente les chiffres qu'en augmentant les dettes; comme le grand nombre est endetté, par conséquent plus de crédit.

Pour d'autres qui n'aiment pas s'endetter, on évite d'aller demander des chiffres nouveaux aux banquiers. Disette de chiffres parce qu'on ne veut pas d'une abondance indéfinie de dettes.

Pas d'autre plume que celle-là pour faire des chiffres qui sont des droits aux produits. Ce n'est pas sur l'ordre de Dieu qu'il n'y en a pas d'autre; c'est par un règlement stupide fait par des hommes, par ceux qui sont chargés d'administrer.

Le chiffre est ajustable, mais lorsqu'il s'agit de chiffres d'argent donnant droit aux produits, c'est l'homme que l'on ajuste aux chiffres.

L'homme est là avec sa faim, le pain en face, mais le chiffre est absent. Il y en a un grand nombre qui trouvent cela normal, qui trouvent que c'est un régime sain, un régime parfaitement moral. Ceux qui pensent ainsi sont comme ceux qui ont le nez dans le fu-

mier et qui ne sentent rien; ils trouvent même que ça sent bon.

Les fruits du système financier sont pourris et les dirigeants actuels déclarent que l'arbre qui porte de tels fruits doit être conservé et protégé.

Le système actuel a imposé au Canada une dette de 75 millions, lors de l'établissement de la Confédération. Aujourd'hui, après 99 ans de travail et de dévouement, notre dette nationale a atteint 25 milliards, et les dettes de tous les gouvernements et des Canadiens s'élèvent à 86 milliards. La dette publique est faite d'argent qui n'existe pas, qui n'a jamais été créé et que les gouvernements se sont engagés à rembourser, plus les intérêts.

La vie économique est empoisonnée; cette manière de mettre l'argent au monde, en le prêtant et en le taxant d'un intérêt à sa naissance, est l'invention la plus diabolique inspirée à une tête humaine pour mettre le désordre dans la vie économique, pour saboter, pour semer le désaccord et la haine entre les nations et les hommes, pour changer l'homme en loup à l'égard de ses semblables.

● (5.10 p.m.)

Comme solution au problème, monsieur le président, il y a deux manières de permettre aux hommes d'acheter leur part du progrès; premièrement en diminuant les prix des produits pour permettre d'obtenir davantage avec chaque dollar; deuxièmement, en augmentant le nombre de piastres entre les mains des consommateurs.

On est obligé de restreindre la production. Mais, monsieur le président, s'il n'y a pas de production, pourquoi la restreindre? Alors, il n'y a pas de problème du côté de la production.

Ceux qui s'attardent à la vieille méthode de distribution financière sont des ennemis du progrès. Ils paralysent l'essor du progrès dans la production et préparent la révolution; comme le progrès distingue l'homme de la bête, le Crédit social distingue l'intelligent de l'imbécile.

Monsieur le président, je dirai au ministre des Finances, en passant, qu'il y a de graves injustices dans la formule d'impôt sur le revenu. Pourquoi ne pas avoir la même formule d'impôt pour tous les citoyens? Pourquoi protéger certaines classes de la société ou leur imposer moins d'impôts? Il faudrait que tous les citoyens soient sur le même pied. Pourquoi permettre à certaines institutions de faire certaines réserves non déclarées ou déclarées, pour leur permettre d'investir dans la bourse ou dans d'autres institutions, pour enfin déclarer cela comme surplus de capital et être exemptées d'impôt? C'est une des injustices que je signale au ministre. Il y aurait bien des choses à dire là-dessus.